Gazzetta Ufficiale
DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1908 — **ROMA — Mercoledì, 25 marzo** — **Numero 71.**

DIREZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
in Via Larga nel Palazzo Baleani

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione. anno L. **33**; semestre L. **17**; trimestre L. **9**
» a domicilio e nel Regno. » » **36**; » » **19**; » » **10**
Per gli Stati dell'Unione postale » » **80**; » » **41**; » » **22**
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. ***10*** *— nel Regno cent.* ***15*** *— arretrato in Roma cent.* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il numero 90 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta dei Nostri ministri segretari di Stato per gli affari esteri e per l'agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione firmata a Roma il 9 novembre 1907 fra l'Italia e la Germania per la protezione della proprietà letteraria ed artistica.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 marzo 1908.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TITTONI.
COCCO-ORTU.

Visto, *Il guardasigilli:* ORLANDO.

CONVENZIONE

fra l'Italia e la Germania per la protezione della proprietà letteraria ed artistica.

(9 novembre 1907).

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, également animés du désir de garantir, d'une manière plus efficace, dans les deux pays, la protection des oeuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une nouvelle convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Tommaso Tittoni, Son Ministre Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence le comte Antoine de Monts, Son Ambassadeur

extraordinaire et plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi d'Italie;
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

La convention conclue entre l'Italie et l'Allemagne, le 20 juin 1884, en vue de protéger les oeuvres littéraires et artistiques, est abrogée et remplacée par la présente convention.

Art. 2.

En vue de compléter les stipulations de la convention de Berne, du 9 septembre 1886, relative à la formation d'une Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, et conformément aux termes de l'acte additionnel et de la déclaration de Paris, du 4 mai 1896, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions ci-après:

§ 1er. Les auteurs des oeuvres, pubbliées pour la première fois sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pendant toute la durée de leur droit sur l'oeuvre originale, du droit exclusif de traduire leurs ouvrages ou d'en permettre la traduction, sans qu'il soit nécessaire que l'auteur ait fait usage de son droit exclusif de traduction dans le délai de dix années prévu par l'article 5 de la convention de Berne.

§ 2. Les auteurs des oeuvres, publiées pour la première fois sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, sont protégés, sur le territoire de l'autre Partie, contre l'exécution en public de leurs oeuvres musicales, même s'ils n'en ont pas expressément interdit l'exécution sur le titre ou en tête de l'ouvrage.

Art. 3.

La présente convention s'appliquera également aux ouvrages, déjà existants, pourvu qu'au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention ils ne soient pas encore tombés dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Toutefois si, avant l'entrée en vigueur de ladite convention, une traduction, entière ou partielle, a paru, licitement, le droit pour le traducteur de reproduire, propager et faire représenter cette traduction, reste entier. Le même droit est garanti au traducteur même dans le cas qu'une traduction est publiée dans le courant d'une année après l'entrée en vigueur de la présente convention, et que, au moment de son entrée en vigueur, l'auteur de l'œuvre originale n'était pas protégé contre la traduction.

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la protection sera assurée à une oeuvre musicale déjà pubbliée, si même jusque alors elle n'était pas protégée contre une exécution publique faute d'une interdiction expresse. Toutefois l'exécution publique d'une oeuvre de cette nature pourra avoir lieu, sans le consentement de l'auteur, si les exécutants se servent de partitions ou de morceaux de musique ne portant pas la mention d'interdiction et qu'ils avaient en leur possession avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Art. 4.

La représentation et l'exécution publique d'une oeuvre dramatique ou d'une oeuvre musicale protégée par la convention de Berne ou par la présente convention sera interdite d'office en Italie par les autorités locales, si l'auteur a déclaré au Ministère royal italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ou à une autorité consulaire italienne en Allemagne, qu'il a défendu d'avance l'exécution publique à tous ceux qui ne prouvent pas, par des documents écrits et légalisés, qu'ils ont reçu son consentement. Cette déclaration n'est admise que contre le payement de la taxe fixée pour les auteurs italiens et prélevée pour le compte du trésor public de l'Etat italien. Cependant les auteurs ne sont pas tenus de faire une pareille déclaration. L'omission de la déclaration ne portera préjudice à aucun droit garanti aux auteurs, par les lois italiennes, par la convention de Berne et par la présente convention.

Art. 5.

La jouissance des droits reconnus aux auteurs qui ont publié leurs oeuvres pour la première fois sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes ne sera subordonnée, devant les tribunaux de l'autre Partie, à la justification de l'accomplissement d'aucune formalité.

Art. 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'elles à une tierce Puissance en ce qui concerne la protection des ouvres littéraires et artistiques, sera acquis de plein droit aux auteurs de l'autre pays ou à leurs ayants-cause.

Art. 7.

Les oeuvres photographiques et les oeuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de la présente convention.

Art. 8.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et continuera ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Art. 9.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 9 novembre mil neuf cent sept.

Tom. Tittoni (*L. S.*) — Monts (*L. S.*)

N.B. Lo scambio delle ratifiche avendo avuto luogo il 25 febbraio 1908, a termini dell'art. 8 della convenzione, questa entrerà in vigore il 25 marzo 1908.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 1° della legge 18 luglio 1904, n. 390 sull'istituzione di Commissioni provinciali, di un Consiglio superiore e di un servizio d'ispezione della pubblica assistenza e beneficenza;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 1° gennaio 1905, n. 12;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il sig. cav. avv. Camillo Tarchetti fu Enrico è nominato membro della Commissione provinciale di pubblica assistenza e beneficenza di Alessandria per il quadriennio 1905-1908, in sostituzione del dimissionario cav. avv. Ferdinando Viora.

Il nostro ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 1° marzo 1908.

VITTORIO EMANUELE.

Giolitti.

MINISTERO DELLE POSTE E DEI TELEGRAFI

(Direzione generale dei servizi elettrici)

AVVISO.

Il giorno 22 corr. in Costacciaro, provincia di Perugia, è stato attivato al servizio pubblico un ufficio telegrafico governativo di 2ª classe, con orario limitato di giorno.

Roma, 23 marzo 1908.

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO DEL REGNO D'ITALIA

Obbligazioni del prestito Blount

emesse in seguito alla Convenzione 12 aprile 1866 stipulata tra il Governo pontificio e la Casa bancaria Edoardo Blount e Comp. di Parigi, o per gli effetti del rescritto pontificio 11 aprile 1866, passate a carico del tesoro italiano.

(Legge 29 giugno 1871, n. 339)

Risultato della 12ª estrazione a sorte eseguita il 14 marzo 1908 per l'ammortamento al 1° aprile successivo, giusta l'avvviso pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del Regno del 17 febbraio 1908, n. 48.

Numeri delle 411 obbligazioni intiere sorteggiate, da L. 500 di capitale nominale.

12	145	276	505	1157
2287	2776	3105	3123	3710
3831	4286	4309	4584	5303
5658	5724	6048	6185	6478
6572	6614	6746	6873	7563
7727	7829	7896	8442	8542
8573	8999	9006	10321	10545
10766	10785	11652	11750	11808
12208	12355	12418	13084	13089
13999	14448	14550	14573	14781
15284	15420	15523	15600	15612
15619	15752	16162	16234	16513
17409	17433	17608	18019	18072
18466	18512	19034	19178	19210
19367	19544	20079	20153	20459
20557	20818	21357	21390	21548
22379	22836	22893	22944	23102
23376	24369	24415	24556	24684
25280	25299	25692	25812	25823
25340	26031	26667	26830	27416
27469	28759	28838	29544	29937
29969	30143	30364	30438	30672
31071	31169	31326	31334	31429
31479	31752	31950	32036	32061
32405	32546	33062	33149	33192
33541	33848	34321	34539	34912
34955	35037	35058	35277	35722
35842	35977	35987	36042	36100
36423	36906	37529	37571	37898
38200	38248	38678	39364	39476
39537	39724	40238	40310	40497
40683	40690	40700	40743	40948
41359	42174	42296	42632	42649
43429	43546	44208	44563	44751
44843	44877	45115	45323	45470
46564	46686	46723	47187	47896
48939	49204	50994	51519	51593
51877	52105	52144	53013	53085
53050	54297	54387	54412	54603
55286	55290	55439	55491	55570
55635	55693	55718	55740	55977
56082	56385	56418	56478	56532
56807	56968	57102	57701	58117
58270	58468	59170	59664	59938
59977	59993	60301	60499	60558
61395	61534	61601	61715	61965
62280	62438	62655	62762	63031
63830	64361	65154	65844	66843
67157	67212	67219	67503	68375
68624	68780	68851	69097	69258
69319	70899	70902	70978	71057
71413	71606	71769	72156	72203
72502	72791	72916	73679	73733
73895	73907	73976	75709	75919
76230	76738	77526	77528	77622
77995	78092	78728	78772	78874
79325	79564	79631	79665	80256
80291	80834	81060	81492	81523
82190	82321	82761	83004	83280
83319	83556	83693	84536	84728
84918	85632	86042	86777	87352
87387	87452	87482	87568	87777
88626	88709	88768	88821	88827
89357	89837	89878	90104	90905
91997	92657	93238	93300	93722
93726	94767	94889	95280	95368
95860	98208	98243	98419	98862
98888	99347	99693	99864	100540
100955	101236	101684	101728	101743
102059	102557	102640	102901	10357[illegible]
103291	103387	103487	103721	103886
104354	104401	104532	104906	105157
105862	106247	106691	106942	107221
107608	107641	107662	108080	108464
108577	108617	108997	109004	109125
109190	109571	109839	109911	110090
110[illegible]54	110629	110631	110804	111356
111713	111723	111906	112649	113078
113350	113618	113683	113915	114518
114565	114608	115167	115817	115941
115945	116313	116513	116670	116696
117034	117190	117730	119315	119411
119499.				

Numeri delle 52 frazioni di obbligazioni, distinte colle lettere A, B, C, D, da L. 125 di capitale nominale, state sorteggiate:

92243 D	92263 A	92347 B	92397 C
92536 D	92962 C	93033 B	93071 D
93935 A	94093 D	94212 A	94294 B
94409 D	94469 D	94475 D	95103 A
95107 C	95175 D	96009 C	96009 D
96066 D	96300 C	96320 A	96355 D
96454 B	96527 D	96528 B	96585 D
96623 A	96736 D	96782 C	96839 D
96925 B	97143 D	97209 B	97265 D
97273 B	97406 D	97436 C	97455 A
97550 B	97591 B	97592 B	97615 C
97653 C	97666 B	97671 A	97730 B
97781 C	97835 B	97886 A	97890 A

Le obbligazioni intiere e le frazioni di obbligazioni suindicate cessano di fruttare interessi con tutto marzo 1908, e dal 1° aprile successivo verrà effettuato il rimborso del relativo capitale nominale mediante restituzione dei titoli, muniti delle seguenti cedole semestrali, che non sono più pagabili in conto interessi, e cioè:

Cedole dal n. 84 scadenza 1° ottobre 1908
Id. al n. 104 id. 1° ottobre 1918

All'Estero — a Parigi direttamente dalla Società generale per favorire lo sviluppo dell'industria e del commercio in Francia;

Nel Regno — con mandati esigibili presso le sezioni di R. tesoreria, che saranno emessi dalla Direzione generale, in seguito a regolare domanda da presentarsi o direttamente alla Direzione generale stessa, o a mezzo delle Intendenze di finanza.

Roma, il 14 marzo 1908.

Per il direttore generale
LUBRANO.

Per il direttore capo della divisione 6ª
ENRICI.

AVVERTENZA

(Articolo 194 del regolamento annesso al R. decreto 8 ottobre 1870 n. 5942).

I possessori delle obbligazioni o delle cartelle dei debiti, che sono in corso d'estinzione per via di periodiche estrazioni a sorte sono tenuti, prima dell'esibizione delle cedole in occasione dei pagamenti semestrali, a riscontrare le tabelle di estrazione che trovansi affisse negli uffici delle sezioni di R. tesoreria e degli altri contabili incaricati del pagamento semestrale, onde accertarsi se i numeri d'iscrizione delle relative obbligazioni o cartelle non vi si trovino compresi.

In difetto di tale riscontro non si ha diritto a fare reclamo alcuno, qualora la sezione di R. tesoreria e gli altri contabili incaricati del pagamento, paghino l'importare delle cedole esibite, la cui somma debba, come è disposto dall'art. 211, essere ritenuta sul capitale dell'obbligazione o della cartella divenuta infruttifera immediatamente dopo l'estrazione, o a principiare dal semestre successivo.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 25 marzo, in lire 100.00.

AVVERTENZA.

La media del cambio odierno essendo di L. 99.92 e quindi non superiore alla pari, pel rilascio dei certificati dei dazi doganali del giorno 25 marzo occorre il versamento in valuta in ragione di L. 100 per 100.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*):

24 marzo 1908.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % *netto* .	103.13 57	101 26 57	102.27 30
3 1/2 % *netto* .	102 08 42	100 33 42	101.27 70
3 % *lordo*	69.75 —	68.55 —	68.59 90

CONCORSI

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'insegnamento professionale

CONCORSO al posto di direttore della R. scuola superiore d'arte applicata all'industria in Venezia.

È aperto, presso il Ministero d'agricoltura, industria e commercio (Ispettorato generale dell'insegnamento professionale) un concorso per titoli al posto di direttore della R. scuola superiore d'arte applicata all'industria in Venezia, con lo stipendio annuo lordo di L. 6000.

Il direttore titolare godrà inoltre di quattro aumenti quinquennali di un decimo sullo stipendio iniziale.

Il direttore dovrà dimostrare di possedere una adeguata coltura artistica generale, di aver fatto studi speciali sulle arti decorative e di aver competenza in alcuna delle arti e industrie che formano oggetto principale di studio nelle quattro sezioni della scuola (industria vetraria e dei mosaici, lavori artistici in metallo, lavori artistici in legno, arti decorative e lavori in marmo).

Egli sarà tenuto ad assumere, su richiesta del Ministero, senza alcun assegno speciale, l'insegnamento di una delle materie comprese nei programmi della scuola, per le quali sia stato ritenuto idoneo dalla Commissione giudicatrice del concorso presente.

L'ufficio di direttore della scuola è incompatibile con qualsiasi altro ufficio pubblico retribuito.

Il concorso è per titoli, ma la Commissione giudicatrice avrà facoltà di invitare ad un esperimento di esame i concorrenti ritenuti migliori per i titoli presentati.

Per i concorrenti invitati all'esperimento, i quali non si presentino alla prova nell'ora e nel luogo fissati, la Commissione giudicherà soltanto in base ai titoli da essi esibiti.

La Commissione giudicatrice non farà dichiarazione di eleggibilità, ma indicherà al Ministero, per la scelta, non più di tre candidati idonei, in ordine di merito e non mai alla pari.

Le domande di ammissione al concorso, su carta da bollo da L. 1.20, dovranno pervenire al Ministero d'agricoltura, industria e commercio (Ispettorato generale dell'insegnamento professionale), in piego raccomandato con ricevuta di ritorno, non più tardi del 20 aprile 1908.

Non sarà tenuto conto delle domande che giungessero dopo il detto termine, anche se presentate in tempo agli uffici postali e ferroviari di spedizione, e di quelle non documentate in conformità alle norme qui appresso indicate.

Le domande dovranno essere corredate dai seguenti documenti:

1° atto di nascita, dal quale risulti che il concorrente non ha oltrepassato il 45° anno di età alla data del presente avviso;

2° certificato medico di sana costituzione fisica;
3° certificato penale;
4° certificato di buona condotta;
5° notizie sugli studi fatti e sulla carriera percorsa.

Tali notizie, redatte in carta libera ed in forma autentica, dovranno essere comprovate dai relativi documenti

I documenti dovranno essere in forma legale e provvisti delle necessarie autenticazioni.

Quelli indicati ai nn. 2, 3 e 4 dovranno essere di data non anteriore di 3 mesi da quella del presente bando di concorso.

Gli insegnanti delle scuole dipendenti dal Ministero di agricoltura, industria e commercio, nominati con decreto Reale o Ministeriale, sono esonerati dall'obbligo di presentare i documenti, di cui ai nn. 3 e 4; gli impiegati e insegnanti appartenenti ad altra Amministrazione pubblica potranno presentare in sostituzione di essi un certificato comprovante la loro permanenza in servizio alla data del presente bando.

I candidati potranno pure unire alla domanda tutti gli altri titoli, lavori e documenti che valgano a dimostrare le loro attitudini per il posto cui aspirano.

Delle pubblicazioni dovranno inviarsi almeno tre copie. Non sono ricevuti lavori manoscritti e grafici che non diano garanzia di autenticità.

Dovrà inoltre essere allegato, in doppio esemplare, un elenco dei titoli e dei documenti inviati.

L'invio al Ministero e il rinvio dei documenti dovranno essere fatti intieramente a cura e spese degli interessati.

Nessuna comunicazione preventiva sarà fatta dal Ministero in ordine alla regolarità delle domande e dei documenti presentati dai concorrenti.

Roma, addì 12 marzo 1908.

Per il ministro
SANARELLI.

Parte non Ufficiale

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Martedì, 24 marzo 1908

Presidenza del presidente MARCORA.

La seduta comincia alle 14.10.

PAVIA, segretario, legge il processo verbale della seduta antecedente, che è approvato.

VISOCCHI, sul processo verbale, rilevando come ieri l'on. Aroldi ebbe a dichiarare che le anormali condizioni della sicurezza pubblica della provincia di Caserta sono dovute ad inframmettenze di deputati della Provincia, protesta contro l'opera antipatriottica di denigrazione, compiuta dall'on. Aroldi a carico di tutta una nobile Provincia. Se l'on. Aroldi ha accuse da fare contro qualcuno, abbia il coraggio di specificare i nomi e i fatti; ma non coinvolga in un'accusa generica e immeritata tutta una Provincia, che ha nobilissime tradizioni di virtù morali e patriottiche (Vive approvazioni).

SANTAMARIA, si associa. Deplora che generalizzando inconvenienti che dovunque si verificano, se ne tragga argomento per lanciare indeterminate accuse contro intere regioni.

Afferma egli pure che la Terra di Lavoro non è seconda ad alcuna Provincia per moralità ed educazione civile e politica (Bene).

AROLDI, dichiara di essere stato ieri assolutamente obiettivo. Dichiara di avere la massima stima e deferenza verso gli onorevoli preopinanti, ai quali egli non ha inteso affatto di alludere. Ha inteso alludere ad altri. Protesta di non essere a niuno secondo nell'amore per le Provincie meridionali (Commenti).

PRESIDENTE, osserva che certi spiacevoli incidenti non avverrebbero se non vi fosse chi pretende di assumere la parte di Catone (Benissimo).

MONTAGNA, essendo egli pure deputato della Terra di Lavoro, invita l'on. Aroldi a dir nettamente contro chi siano state dirette le sue accuse.

AROLDI, chiede di parlare per fatto personale.

PRESIDENTE, non può permettere che si apra una discussione siffatta in sede di processo verbale. Dichiara esaurito l'incidente.

(Il processo verbale è approvato).

In memoria del senatore Giacomo Racioppi.

MAZZIOTTI, ricorda le virtù civili e private del defunto senatore Giacomo Racioppi.

Propone che la Camera esprima le sue condoglianze alla famiglia ed alla nativa città di Moliterno (Benissimo).

LACAVA, ministro delle finanze, si associa, con animo commosso, all'onorevole preopinante, ricordando le eminenti qualità di mente e di cuore dell'estinto dilettissimo amico, la parte da lui presa ai moti del 1848-49 la prigionia, l'esilio sofferto per la unità italiana, i servigi resi al Paese negli uffici amministrativi, le sue insigni opere storiche, letterarie (Vive approvazioni).

PRESIDENTE si associa a nome della Camera alle nobili parole dei precedenti oratori, ricordando come le singolari benemerenze civili e patriottiche di Giacomo Racioppi fossero accompagnate dalla più squisita ed esemplare modestia (Vive approvazioni).

Esprimerà alla famiglia ed al sindaco del comune di Moliterno le condoglianze dell'assemblea.

Interrogazioni.

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'on. Morpurgo circa la opportunità di esonerare le merci dalla tassa di sosta nelle stazioni ferroviarie per il giorno di domenica.

Dichiara che il Governo sta studiando provvedimenti atti a contemperare le esigenze del traffico con l'applicazione della legge sul riposo festivo.

MORPURGO dimostra l'opportunità di concedere l'esonero, e confida che gli annunciati provvedimenti siano adottati al più presto.

COTTAFAVI, sottosegretario di Stato per le finanze, risponde all'on. Odorico circa l'opportunità di rendere meglio conosciuti, con una opportuna pubblicità, i prodotti delle privative.

Riconosce giusto e saggio il concetto dell'onorevole interrogante. Dichiara che per le spese di pubblicità fu inscritto in bilancio un apposito stanziamento.

Aggiunge che già pel passato l'Amministrazione delle privative non ha mancato di fare la necessaria pubblicità, avvalendosi specialmente della stampa periodica, che le fu sempre larga di appoggio.

E così farà anche per l'avvenire, avvalendosi di tutti i mezzi che siano compatibili con la dignità dell'Amministrazione.

ODORICO insiste sulla necessità di affiggere cartelli artistici di *réclame* nei negozi di rivendite, specialmente per allettare la clientela straniera.

SEGATO, sottosegretario di Stato per la guerra, risponde all'onorevole Montauti, il quale chiede che sia trasportata a spese dello Stato, da Castrovillari a Viareggio, la salma del caporal maggiore Amerigo Lucchesi, caduto vittima del dovere.

Rende omaggio a quel bravo soldato, che, come comandante di quella brigata, ha anche personalmente conosciuto.

È dolente che non sia possibile appagare i voti della famiglia e del comune di Viareggio, mancando assolutamente in bilancio fondi da erogarsi a tale scopo.

MONTAUTI si associa alle parole di encomio rivolte dal Governo alla memoria dell'estinto. È dolente però che il Ministero non abbia compreso essere suo dovere assoluto restituire la salma lagrimata all'affetto della famiglia e dei concittadini (Vive approvazioni).

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'on. Rienzi sulla opportunità di mantenere immutato il trattamento concesso agli impiegati dello Stato di fronte alle tariffe ferroviarie.

Riconosce che, di fronte alla recente tariffa differenziale, si impone la necessità di studiare un nuovo sistema di riduzione per gli impiegati, tale che non renda in parte illusorio il beneficio loro riconosciuto per legge.

La questione è innanzi al Consiglio del traffico.

RIENZI si augura che codesto Consesso si pronunci sollecitamente su questa, che è una questione di doverosa giustizia.

Svolgimento di proposte di legge.

CUZZI svolge una sua proposta di legge per la divisione del comune di Arizzano in due parti: la prima col nome di Arizzano superiore, la seconda con quello di Arizzano inferiore.

Avverte che la popolazione delle due parti è pienamente favorevole, e che già una volta esse formarono due distinti Comuni.

GIOLITTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, consente che sia presa in considerazione.

(È presa in considerazione).

LUCCA, dà ragione di una sua proposta di modificazioni alla legge elettorale politica.

L'oratore propone che chi intende presentarsi candidato debba farne dichiarazione scritta, accompagnata dalla relativa proposta sottoscritta da almeno cento elettori.

Propone poi che ogni ufficio elettorale sia costituito dai rappresentanti dei candidati, da essi all'uopo designati, sorteggiandosi fra essi il presidente ed il segretario.

Propone che sulla scheda siano stampati i nomi dei vari candidati, e che l'elettore manifesti il suo voto distaccando il tagliando, che contiene il nome di quel candidato, pel quale intenda votare.

Propone che l'elettore dimostri la propria identità apponendo la propria firma sul registro di identificazione.

Propone infine che l'ufficio centrale sia composto del presidente del tribunale, o di un magistrato da lui designato, di un rappresentante della deputazione provinciale e della Giunta municipale del capoluogo, coll'assistenza dei rappresentanti dei candidati.

In questo modo è convinto che si potrà assicurare pienamente la lealtà e la tranquillità delle operazioni elettorali. (Vive approvazioni a Destra).

GIOLITTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno, consente che la proposta di legge dell'on. Lucca formi argomento di studio. È però dubbioso circa l'obbligo pei candidati di fare dichiarazione formale della propria candidatura. Così pure teme che non sia pratico il sistema proposto per la costituzione dei seggi. In questo senso e con queste riserve consente che la proposta sia presa in considerazione.

(È presa in considerazione).

Discussione sulla relazione della Giunta delle elezioni, sugli effetti della sentenza dell'Alta Corte di giustizia contro l'on. Nasi.

PRESIDENTE legge le conclusioni della Giunta, che sono del seguente tenore:

« Che in conformità degli articoli 20, 34 e 41 del Codice penale piaccia alla Camera di prendere atto, agli effetti di legge, della sentenza dell'Alta Corte, pronunziata il 24 febbraio 1908 ».

PALA, considera la questione dal punto di vista non politico, ma strettamente giuridico.

E dal punto di vista giuridico non crede che si possa in questo momento, pendente il ricorso in Cassazione, pronunziare la decadenza dal mandato politico dell'on. Nasi.

Non discute se il ricorso debba o non debba ritenersi inammissibile. Solo osserva non potersi dubitare che la sola Cassazione sia competente a dichiarare la inammissibilità del ricorso.

Intanto il ricorso dell'onorevole Nasi, come qualunque ricorso, anche irricevibile, anche legalmente inesistente, contro qualunque sentenza di condanna, ha l'efficacia di sospendere gli effetti della sentenza.

La Camera non ha facoltà di dire se l'Alta Corte di giustizia abbia bene o male giudicato. Essa non ha quindi a temere alcuna invasione di suoi poteri da parte della Corte di cassazione. Invece è essa, la Camera, che, dichiarando implicitamente irricevibile e nullo il ricorso, invade il campo riservato alla giurisdizione della Corte di Cassazione

Combatte gli argomenti addotti nella relazione, ed osserva che gli esempi ivi tratti dalla legislazione e dalla giurisprudenza straniera suffragano, invece, la tesi dell'oratore.

Ricorda che l'indipendenza dell'autorità giudiziaria costituisce la suprema guarentigia delle pubbliche libertà; e che può essere provvido, come già lo fu, il ritenere la legge sui conflitti del 1877 passibile di interpretazione estensiva.

Perciò, in nome della indipendenza reciproca dei più alti poteri dello Stato, esorta la Camera a soprassedere da ogni deliberazione finchè la Corte di cassazione non siasi pronunziata sull'ammissibilità del ricorso, e a non volere dar l'esempio di essere, essa che fa le leggi, violatrice della legge.

Politicamente poi osserva che nessuno nel paese vedrebbe la necessità per la Camera di pronunziarsi cinque soli giorni prima che si pronunzi la Cassazione.

Al senno dell'assemblea la decisione (Vive approvazioni).

APRILE considera la questione principalmente dal punto di vista politico.

Non si preoccupa di alcuna transazione, di alcun accomodamento elettorale.

Ritiene che l'Alta Corte è indipendente dalla Cassazione, anche perchè i suoi giudizi non possono essere soggetti a censura giuridica.

Su questa parte consente con l'onorevole relatore. E consente pure che la Camera possa decidere degli effetti della sentenza, soprattutto nei rispetti del mandato politico.

Ma non ammette che la Camera debba affrettarsi a decidere prima della Cassazione, per modo che possa sorgere il dubbio sulla validità del ricorso. Altrimenti la Camera si sostituirebbe o si sovrapporrebbe alla Corte di cassazione (Commenti).

E se non è questa, quale sarà la ragione di tanta sollecitudine da parte della Camera?

Non si può negare il giudice a quell'imputato che proponga una azione o un ricorso, sia pure improponibile. Diversamente non si farebbe che ripetere il sofisma: « tu hai torto; dunque ti nego il giudice ».

Un ritardo di cinque giorni non diminuirebbe l'autorità della Camera, nè la diminuirebbe il fatto che la Cassazione, cui spetta di pronunziarsi, si pronunci prima della Camera.

Nota che, se anche la Cassazione ritenne ammissibile ed accoglibile il ricorso il Parlamento potrebbe sempre intervenire con una interpretazione autentica dello statuto e rivendicare la insindacabilità dei giudicati dell'Alta Corte.

Ricorda che sempre i giudizi di tribunali eccezionali furono sospetti di essere mossi da politiche passioni.

Esorta vivamente la Camera a non dipartirsi, neppure in questa occasione, dalla consueta e doverosa sua serenità.

Pensi la Camera, dice l'oratore che in questo momento una intera regione è travagliata da una insana agitazione; e che la fretta della Camera a dar corso ad un giudicato, mentre altri giudicati attendono da mesi ed anni le decisioni della Camera (Commenti), potrebbe produrre in quelle masse la più sinistra impressione (Commenti).

Per queste considerazioni, attinenti ad alte ragioni d'ordine eminentemente politico, propone che la Camera rimetta a sabato le sue deliberazioni (Commenti — Approvazioni).

CAVAGNARI ha presentato il seguente ordine del giorno:

« La Camera, riconoscendo l'opportunità di sfollare l'ordine del giorno dalle domande di autorizzazione a procedere, approva le conclusioni della Giunta ».

Crede che, una volta venuta la questione dinanzi alla Camera, sia assolutamente necessario risolverla; soggiungendo che il voto della Camera non può creare conflitti di giurisdizione, ma tende solamente a stabilire l'esercizio di una prerogativa parlamentare.

GRIPPO, rileva anzitutto che la situazione odierna è la conseguenza di molti errori commessi fino dall'inizio della vertenza, e in particolar modo di quello di non avere avuto la Camera la fermezza di rimettersi interamente all'autorità giudiziaria, o di fare esaurientemente gli atti istruttori che potevano essere necessari.

Rilevata la necessità urgente di una legge la quale determini con precisione assoluta la responsabilità ministeriale, e i doveri del potere legislativo e del potere giudiziario, e i confini delle rispettive giurisdizioni, nota che i due rami del Parlamento non hanno oggi autorità di vincolare, con semplici disposizioni regolamentari interne, le attribuzioni e la competenza dell'autorità giudiziaria. (Vivi commenti).

Consente nondimeno nelle considerazioni della Giunta. (Bene — Commenti) pure dissentendo dalle sue argomentazioni; poichè se è vero che non si può negare ad alcuno il diritto di reclamare il giudizio dei giudici naturali, non è meno vero che, pel caso specifico e nello stato di incertezza della legislazione in materia, non si può stabilire in modo preciso quali siano i giudici naturali.

La ragione vera, secondo l'oratore, per cui, allo stato della legge attuale, non è ammissibile ricorso contro la sentenza dell'Alta Corte consiste in ciò: che la Corte di cassazione è emanazione del potere esecutivo, e non può mai perciò sovrapporsi alla sovranità parlamentare. (Commenti).

Invoca perciò prontamente un disegno di legge che regoli e disciplini la materia, e faccia una buona volta sparire sempre e per tutti le giurisdizioni speciali (Approvazioni).

RICCIO, relatore, sostiene le conclusioni della Giunta, affermando che furono inspirate non da considerazioni personali e politiche, ma soltanto dal senso di rispetto all'autorità della legge e alle prerogative parlamentari.

Osserva che, in questa discussione, il criterio di opportunità si connette strettamente con quello di merito, e poichè la Giunta aveva opinato che non fosse ammissibile il ricorso contro una sentenza dell'Alta Corte, doveva necessariamente invitare la Camera a manifestare subito in proposito il proprio pensiero.

Dice che, durante l'odierna discussione, il problema si è fuorviato e allargato; onde conviene ricondurlo nei suoi confini, se, cioè, la sentenza dell'Alta Corte abbia l'intangibile solennità della cosa giudicata, e se, perciò, la Camera debba uniformarsi alle deliberazioni di quella sentenza.

Non crede possibile ammettere che la Corte di Cassazione abbia capacità e autorità di sovrapporsi al volere del Parlamento; e se pure sia vero che fu un errore deferire all'Alta Corte il giudizio di un reato che non era di sua spettanza, non per questo si può mutare il carattere sovrano dell'Alta Corte. (Commenti). Prego quindi la Camera di votare senz' altro le conclusioni della Giunta.

PRESIDENTE annunzia che per le conclusioni della Giunta gli onorevoli Aprile, Carnazza, Cirmeni, Libertini Pasquale, Mezzanotte, Mazzitelli, Pala, Libertini Gesualdo, Cocuzza, Aguglia, Larizza, Gallini, Santini, Montagna e Rossi Enrico propongono la sospensiva.

GIOLITTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Il Governo si astiene dal prender parte alla votazione.

PRESIDENTE. È stata chiesta la votazione nominale dagli onorevoli Aprile, Mezzanotte, Carnazza, Cirmeni, Gallini, Larizza, Libertini Gesualdo, Libertini Pasquale, Aguglia, Santini, Montagna, Bolognese, Leali, Ciccarone e Cocuzza.

Si faccia la chiama.

PAVIA, segretario, fa la chiama.

Rispondono *sì*:

Aguglia — Aprile.
Campus-Serra — Carnazza — Cirmeni — Cocuzza.
Di Sant'Onofrio.
Fulci Nicolò.
Gallini Carlo.
Larizza — Libertini Gesualdo — Libertini Pasquale.
Mazzitelli — Mezzanotte — Montagna.
Pala.
Rossi Enrico.
Santini — Scaglione — Sili.

Rispondono *no*:

Abbruzzese — Abozzi — Agnesi — Albasini — Alessio Giovanni — Antolisei — Arlotta — Aroldi — Artom — Astengo.

Badaloni — Ballarini — Barnabei — Battelli — Benaglio — Bergamasco — Bertarelli — Biancheri — Bissolati — Bolognese — Bonicelli — Borghese — Borsarelli — Boselli — Botteri — Brandolin — Brunialti.

Calissano — Camera — Camerini — Campi Emilio — Campi-Numa — Cao-Pinna — Capece-Minutolo — Cappelli — Carboni-Boj — Cascino — Cavagnari — Centurini — Chimirri — Ciacci Gaspero — Ciccarone — Cimorelli — Cipriani-Marinelli — Compans — Cornaggia — Croce — Cuzzi.

Dal Verme — Daneo — De Amicis — De Asarta — De Bellis — Del Balzo — De Nava — De Novellis — De Riseis — Di Stefani Carlo — De Tilla — Di Cambiano — Di Rudinì Antonio.

Falconi Nicola — Fani — Ferraris Carlo — Ferri Giacomo — Fracassi — Fradeletto — Fusinato.

Gallina Giacinto — Giaccone — Giardina — Giovanelli — Girardi — Goglio — Gorio — Greppi — Grippo — Guarracino — Guastavino — Gucci-Boschi — Guicciardini.

Jatta.

Landucci — Leali — Loero — Lucca — Lucchini — Luciani.

Mango — Maraini Clemente — Marazzi — Marsengo-Bastia — Masoni — Mazziotti — Merci — Miliani — Mira — Montauti — Monti-Guarnieri — Morgari — Morpurgo — Moschini.

Negri de Salvi.

Odorico.

Pagani-Cesa — Papadopoli — Pastore — Pavia — Pellecchi — Pennati — Placido — Podestà — Poggi.

Ravaschieri — Ricci Paolo — Riccio Vincenzo — Richard — Rizzetti — Rubini.

Sacchi — Santamaria — Saporito — Scalini — Solimbergo — Sonnino — Sormani — Soulier — Spirito Beniamino.

Tecchio — Tedesco — Torlonia Giovanni — Torrigiani — Treves — Turati.

Umani.

Valentino — Valeri — Valle Gregorio — Valli Eugenio — Vecchini — Vendramini — Vicini — Visocchi.

Weil-Weiss — Wollemborg.

Si sono astenuti:

Aubry.
Bertetti.
Carcano — Ciuffelli — Cocco-Ortu — Cottafavi.
Dari.
Facta — Fasce.
Giolitti — Giovagnoli.

Lacava.
Pais-Serra — Pozzo Marco.
Rava.
Sanarelli — Schanzer — Scorciarini-Coppola.

Sono in congedo:

Bernini — Bianchini — Bracci.
Cassuto — Castiglioni — Cicarelli — Cimati — Curioni.
Da Como — Dagosto — D'Alì — Danieli — D'Aronco — De Michetti — De Viti De Marco — Di Lorenzo.
Fabri — Falletti — Farinet Francesco — Florena — Franchetti — Francica-Nava.
Galli — Ginori-Conti — Giuliani.
Lucifero Alfonso.
Malvezzi — Maraini Emilio — Medici — Mirabelli — Modestino — Morando — Morelli-Gualtierotti.
Orsini-Baroni.
Pasqualino-Vassallo — Pozzi Domenico — Pugliese.
Quistini.
Raineri — Resta-Pallavicino — Rizza Evangelista — Romanin-Jacur — Ronchetti — Rovasenda.
Santoliquido — Spallanzani.
Testasecca — Tinozzi.
Ventura.

Sono ammalati:

Arnaboldi.
Baccelli Alfredo — Bona — Bonacossa — Bottacchi.
Calvi Giusto — Cortese.
De Gennaro — De Giorgio — Di Stefano Giuseppe.
Fede — Fili-Astolfone.
Galluppi.
Majorana Angelo — Mauri — Melli.
Pascale — Petroni.
Rizzo Valentino — Romussi.
Simeoni — Solinas-Apostoli.
Tizzoni — Turbiglio.
Zaccagnino.

Assenti per ufficio pubblico:

Alessio Giulio.
Carugati.
Lucifero Alfredo.
Rondani — Rota Attilio.

PRESIDENTE, proclamando il risultato della votazione sulla proposta sospensiva dell'on. Aprile e altri deputati, dichiara che la Camera non si è trovata in numero per deliberare, e ai termini del regolamento convoca la Camera fra un'ora.

(La seduta è sospesa alle 18.5 e si riprende alle 19.5).

PRESIDENTE dichiara che si deve ripetere la votazione nominale sulla proposta sospensiva dell'on. Aprile ed altri deputati contro le conclusioni della Giunta delle elezioni.

CIRMENI ritira la sua firma alla domanda di votazione nominale, convinto che basti, come significato la prima votazione.

PRESIDENTE. Mancando così il numero prescritto di firme per domandare la votazione nominale, procederemo alla votazione per alzata e seduta.

(La proposta sospensiva dell'on. Aprile è respinta).

CAVAGNARI ritira il suo ordine del giorno, raccomandando che la Camera deliberi una buona volta sulle varie domande di autorizzazione a procedere contro deputati.

PRESIDENTE osserva che la Camera è sempre padrona del suo ordine del giorno e che il fissarlo dipende dalla sua volontà.

Mette a partito la proposta della Giunta delle elezioni.

(È approvata).

Presentazione di disegni di legge e di relazioni.

BERTOLINI, ministro dei lavori pubblici, presenta due disegni di legge per riscatto della ferrovia Mortara-Vigevano e per riscatto della ferrovia Lecce-Francavilla e diramazione.

Presenta inoltre la relazione sui lavori del palazzo di Giustizia in Roma.

AGUGLIA presenta la relazione sul bilancio delle poste e telegrafi per il 1908-909; e due relazioni sopra disegni di legge per maggiori assegnazioni sul bilancio delle poste e telegrafi.

GRIPPO, presenta la relazione sul disegno di legge per costruzione e arredamento della sede della R. Legazione d'Italia in Adis-Abeba (Etiopia).

Interrogazioni e interpellanze.

SCALINI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri dell'interno e dei lavori pubblici, per sapere quali provvedimenti intendano adottare dopo le avvenute recenti alluvioni lungo la estesa zona solcata dal Riu Mannu.

« Cao-Pinna ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici, per sapere se intenda permettere continui lo sconcio, che i treni convergenti alla capitale debbano cedere la precedenza di entrata in stazione a quelli pel servizio delle corse alle Capannelle, quando i primi servano i cittadini pei propri affari ed interessi ed i secondi a scopo di solo divertimento.

« Valeri ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere le intenzioni del Governo circa la costruzione del breve tratto, detto della Meta, nella strada nazionale Salaria.

« Roselli ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle poste e dei telegrafi per sapere quali ragioni hanno potuto ritardare il funzionamento del telefono nella città di Milazzo.

« Fulci Nicolò ».

« Il sottoscritto chiede di interpellare il ministro dei lavori pubblici per sapere se il Governo, conscio delle responsabilità che spettano all'Italia come capo linea della via latina Brindisi-Calais, non creda giunto il momento di provvedere a mettere la linea adriatica Bologna-Gallipoli nelle condizioni del suo massimo rendimento commerciale ed economico, curando quei tratti della linea ove più urgente è il bisogno di nuovi e sollecIti lavori, così alle stazioni ferroviarie (da Foggia a Gallipoli) come allo scalo di Brindisi ove s'inizia il movimento della posta e dei passeggeri, e si intensifica il traffico delle merci o delle derrate agricole, specie in alcuni mesi dell'anno.

« Chimienti ».

« Il sottoscritto chiede di interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se, tenendo effettivamente conto in modo comparativo, di tutti gli interessi, non creda necessario e improrogabile, un miglioramento negli orari ferroviari, in partenza e in arrivo alla capitale del regno.

« Valli Eugenio ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri degli affari esteri e del tesoro per sapere se essi non credano opportuno, sull'esempio delle altre nazioni interessate, anticipare ai danneggiati italiani di Casablanca una parte degli indennizzi loro spettanti.

« Celesia ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dell'interno e il ministro delle finanze sugli ostacoli e ritardi creati per la esecuzione di opere alle sorgenti delle acque del condotto Carolino; - opere necessarie per garentire la potabilità dell'acqua, di cui si serve la città di Caserta, indispensabili ad eliminare ogni pericolo per la salute pubblica di detta città: ostacoli e ritardi che hanno provocata giusta e dignitosa agitazione nella civile cittadinanza casertana e persino le dimissioni del Consiglio comunale.

« Santamaria ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro della guerra

per conoscere le ragioni per la quali l'autorità militare nega la concessione di una pista stabile nella piazza d'armi di Conegliano.

« Brandolin ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici. per sapere se vi può esser luogo a sperare che in breve tempo sia risoluta la questione del soprapassaggio detto « alla Madonna del Fiore » vicino alla stazione ferroviaria di Pietrasanta, per togliere il passaggio a livello esistente proprio a contatto colla stazione suddetta, causa di continui inconvenienti e di pericoli gravissimi.

« Montauti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro di agricoltura, industria e commercio, se e quando intenda presentare il disegno di legge per la sistemazione del personale addetto al servizio dei demani comunali.

« Larizza ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere se e quando potranno cominciare i lavori per la costruzione del 1° tronco della ferrovia Lagonegro-Castrovillari ed a che punto ne sia lo studio del progetto per il rimanente della linea stessa.

« Giunti ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere se abbiano fondamento le preoccupazioni della Camera di commercio di Potenza, di avere la Direzione generale delle ferrovie date disposizioni di restringere, con grave danno del commercio, il personale addetto alle due stazioni di detta città. Chiede ancora di conoscere se e quali provvedimenti crederà di adottare il ministro per migliorare le condizioni deplorevoli di quelle stazioni.

« Grippo ».

« Il sottoscritto chiede d'interpellare il ministro dei lavori pubblici sull'urgenza di provvedere allo spostamento degli abitati distrutti o minacciati dai continui movimenti tellurici in Calabria.

« Larizza ».

La seduta termina alle ore 19.15.

DIARIO ESTERO

La situazione nella Macedonia continua a preoccupare i circoli politici per i gravi conflitti che può far sorgere, da un momento all'altro, ed il principe di Bülow nell'importante discorso pronunziato ieri al Reichstag tedesco, che i lettori troveranno nei dispacci, non ha nascosto le sue apprensioni paragonando la situazione ad un incendio che nel mentre sta per spegnersi riceve da fuori nuova esca, e facendo voti che il concerto europeo non si sciolga.

Intanto pare che quasi tutte le potenze europee non siano favorevoli alle proposte inglesi, ed il *Times* occupandosi di esse, dopo aver constatato che l'accoglienza delle potenze è stata poco incoraggiante, dice che ciò va dovuto « a certe influenze, quantunque desiderose, forse, di non rispondere chiaramente in modo negativo, che vorrebbero eliminata la proposta inglese, come lo furono tante altre prima di essa » ed aggiunge:

« E per questa ragione che il ministro Grey ha fatto pubblicamente annunciare che il Governo inglese non ha l'intenzione di ritirare la proposta contenuta nella nota inglese e che è delle più significative ».

Nel mentre fra le potenze si tratta, in Macedonia continuano i combattimenti ed i massacri. In proposito l'*Agenzia d'Atene*, che narra solo le gesta dei bulgari e tace quelle dei greci, ha da Salonicco, 24, il seguente dispaccio:

« Una banda bulgara, comandata da Sandansky, entrata nei villaggi greci di Pleona e Protzozani (distretto di Karalla), ha minacciato di morte il notabile greco Schinas. In seguito a denuncia datane dai contadini, sono state inviate truppe per inseguire Sandansky, ma questi, avvertito dal mudir turco, che favoreggia Sandansky, potè fuggire.

« Il colonnello inglese Bonham è stato informato dell'incidente.

« La banda di Sandansky il giorno 20 aveva, in un agguato, ucciso e spogliato otto soldati e gendarmi turchi. La stessa banda, il giorno successivo, ebbe uno scontro con truppe turche.

« Due componenti della banda rimasero uccisi e quattro soldati feriti ».

*
* *

A Costantinopoli si discutono i vari progetti per le ferrovie nella penisola balcanica. La nota presentata alla Porta dall'inviato greco Gryparis è brevissima e dice che il Gryparis stesso prega, per incarico del suo Governo, il ministro degli esteri di dare gli ordini necessari affinchè la ferrovia Pireo-Larissa, della quale è imminente il completamento al confine turco, sia allacciata alla ferrovia turca per servire al traffico dei due paesi. Nella nota si esprime la speranza che l'allacciamento venga attuato.

Ad una domanda di carattere informativo, rivolta dalla legazione serba circa la ferrovia Danubio-Adriatico, la Porta rispose che la nota serba fu rimessa per studio al Ministero del commercio e dei lavori pubblici. Nei circoli competenti della Porta non si è favorevoli al progetto, avuto riguardo specialmente alle difficoltà finanziarie connesse al medesimo. Da parte serba però si fa ogni sforzo per ottenere un *iradè* che conceda il permesso per gli studi preliminari della linea in questione.

Alcuni giornali viennesi hanno pubblicato che gli albanesi di Mitrovitza si mostravano contrari al progetto austriaco della ferrovia nel Sangiaccato. Tale informazione viene recisamente smentita da Costantinopoli, e si dice che la costruzione di quella ferrovia fu invece accolta con simpatia dalla popolazione e dai giornali turchi locali.

*
* *

L'azione della Spagna nel Marocco si sta esplicando più energicamente. Un dispaccio da Algeri, 24, dice:

« Telegrafano da Porto Say all'*Echo de Orano* che gli spagnuoli hanno sbarcato un nuovo contingente di cento uomini al Cabo de las Aguas per lavorare alle fortificazioni.

« Quattro incrociatori sono in quei paraggi ed attendono che il mare sia calmo per sbarcare 500 uomini ed una batteria di artiglieria al Marabout di Alì-Cherif, antico fortilizio che utilizzarono i Kebdana per il rifornimento delle armi al pretendente. Occupato questo punto, gli spagnuoli potranno facilmente circondare il pretendente e tagliargli le vie di approvvigionamento ».

A riguardo di tali operazioni spagnuole, i giornali inglesi hanno da Tangeri, 24, il seguente dispaccio:

« Una deputazione della tribù degli Angueras è venuta ad informare le autorità che la guarnigione spagnuola di Ceuta si prepara ad invadere il territorio marocchino.

« Mohamed El Torres ha consigliato loro di agire con grande prudenza, ma di difendere, occorrendo, la frontiera ».

***

Come si prevedeva, anche la Cina ha invitato la possente squadra degli Stati Uniti d'America nel Pacifico a visitare alcuni porti cinesi.

Il Governo di Washington, accettando l'invito, fa pubblicare dai giornali che non ne accetterà altri, e che le corazzate non faranno scalo che per fare carbone.

Gl'Imperiali di Germania in Italia

S. M. il Re si è recato a Venezia per incontrarvi le LL. MM. l'Imperatore e l'Imperatrice di Germania.

Per la fausta circostanza il sindaco della città ha pubblicato un manifesto alla cittadinanza per porgere un saluto reverente agli Augusti ospiti che onoreranno Venezia del loro soggiorno e per riaffermare al nostro Sovrano, con devota riconoscenza, i sensi di inalterabile affetto.

Venezia è esultante per l'avvenimento. La stazione della ferrovia venne decorata con piante e bandiere. Oltre la piazza e piazzetta di San Marco ed il Canal Grande, verranno pure imbandierati e illuminati la sera straordinariamente i quartieri popolari.

Alla Reggia, per la permanenza di S. M. il Re, venne preparato l'appartamento privato del Sovrano prospiciente sul giardino reale.

S. E. Tittoni sarà ospite del Re e sarà alloggiato in una parte dell'appartamento del duca di Genova, che guarda sulla piazzetta di San Marco.

Lo scalo dinanzi ai giardini è ornato con piante e fiori e coperto di un lungo tappeto rosso, e intorno alla pensilina che dà adito al palazzo sono state poste delle alte palme.

Anche la scala è decorata con grandi gruppi di piante e di fiori.

Nella giornata di ieri giunsero gli addetti militari e navale dell'Ambasciata di Germania a Roma.

Tutti i treni in arrivo portarono ieri gran numero di forestieri, specialmente tedeschi. La città, specie al bacino di San Marco, è sempre animatissima.

In fondo, in linea perpendicolarmente alla punta della Salute, sono ancorati i quattro cacciatorpedinieri italiani *Ostro*, *Dardo*, *Freccia* e *Strale* ed il cacciatorpediniere tedesco *Sleipner*. Di fronte alla piazzetta si trova l'incrociatore tedesco *Hamburg*, presso il quale è ancorato l'*Hohenzollern*. Duecento metri più indietro, lungo la riva dei giardini, è la lunga fila delle navi italiane, la *Bausan*, la *Ciclope*, la *Varese*, la *Coatit*, la *Ferruccio*, la *Doria*, e più in fondo una squadriglia di torpediniere di seconda classe.

Tutto intorno è un continuo aggirarsi di gondole e di vaporetti che portano visitatori.

Le altre navi sono ancorate fuori del bacino di San Marco; verso Malamocco vi è la *Sicilia* e verso San Nicoletto il *Dandolo*, l'*Affondatore* e una squadriglia di torpediniere di seconda classe.

***

S. M. il Re è giunto alle 7.30 di questa mane, in forma privata. Alla stazione si trovavano a riceverlo il sindaco, conte Grimani, il rappresentante del prefetto, indisposto, gli onorevoli senatori Tiepolo, Pellegrini e Treves, l'on. deputato Marcello, il comandante il dipartimento, vice ammiraglio Viotti, coll'aiutante di bandiera, Visco, il comandante il presidio, generale Coen, il primo presidente della Corte di appello, il presidente della Camera di commercio, l'intendente di finanza ed altre autorità civili e militari.

Il Sovrano, sceso dal treno, salutò i presenti e si avviò poscia all'uscita, mentre la musica suonava la marcia reale e le truppe, schierate sul piazzale della stazione, presentavano le armi.

All'apparire del Sovrano la folla che gremiva le Fondamenta lo salutò con entusiastiche acclamazioni.

S. M. il Re scese nella gondola di Corte insieme a S. E. il ministro Tittoni, al generale Brusati e al sindaco e, seguito da parecchie gondole, si avviò al palazzo reale.

Il tempo era piovigginoso.

La gondola reale era preceduta da un'altra col cerimoniere, marchese Borea D'Olmo, fiancheggiata e seguita da numerose imbarcazioni e dalle barche delle Società dei canottieri *Buçintoro* e *Querini*.

A San Simeone, al mercato del pesce, a Rialto, all'Accademia, la folla che gremiva le vie e le finestre dei palazzi salutò entusiasticamente il passaggio del Sovrano.

Alle ore 7.50 il corteo giunse allo sbocco del Canal Grande nel bacino di San Marco, ove stavano ancorate tutte le navi.

Da queste partì il saluto dei marinai, mentre le musiche suonavano la marcia reale e venne inalzata la bandiera italiana.

Le gondole di Corte, per il rio di Palazzo Reale, si recarono allo sbarco; intanto i canottieri fecero il triplice urrà ed al giardinetto la folla applaudì.

Il Re entrò nel Palazzo alle ore 8.

Anche S. E. il ministro Tittoni, accompagnato dal marchese Carlotti, scese al Palazzo Reale.

Molta folla stazionò a lungo in piazza San Marco.

I giornali del mattino porsero il saluto ai Sovrani che vengono ad incontrarsi in Venezia.

***

S. M. il Re, alle ore 8.30 di stamane, si recò a visitare il Museo civico.

Il Sovrano uscì dal palazzo reale in lancia a vapore.

Erano ad attenderlo il sindaco, l'assessore Chigiato e l'on. senatore Papadopoli, presidente del Museo.

S. M. il Re con la guida del cavaliere Nicoletti e del dottore Bratti, preposti al Museo, ha fatto una minuta visita soffermandosi particolarmente nella sala della numismatica, ed interessandosi pure specialmente degli ultimi acquisti e della raccolta goldoniana.

Dopo essersi firmato nel registro dei visitatori, alle ore 9.45 il Sovrano rimontò in lancia e tornò al palazzo reale.

Alle ore 10.30 il sindaco conte Grimani e la Giunta, con le gondole di gran gala, partirono dal municipio e si recarono ad attendere S. M. il Re per accompagnarlo alla stazione. Il corteo, composto di numerose gondole riccamente addobbate, di parecchie imbarcazioni delle società di canottaggio coi pluremi *Dodesona* e *Disdosona* e di molte barche ed altri canotti automobili era fiancheggiato da otto bissone del municipio.

Queste bissone multicolori e di effetto splendido erano: la *Luce*, la *Fama*, i *Cavalli*, il *Naviglio*, *Galeo*, *Nettuno*, *Venezia* e *Flora*.

Il corteo si fermò al giardinetto reale in attesa di S. M. il Re. Dovunque il pubblico si accalcava sulle rive, sui piazzali, sulle finestre, sui tetti delle case, sui pontoni dei vaporetti; i ponti attraverso il Canal Grande erano invece sgomberi.

Il bacino di San Marco presentava uno spettacolo veramente magnifico. Le navi erano disposte a semicerchio parallellamente alla Riva degli Schiavoni. Davanti al molo stava ancorata la corazzata *Hamburg* seguita dallo *yacht* imperiale *Hohenzollern*. Dopo veniva il cacciatorpediniere *Sleipner*, venivano quindi le navi italiane *Coatit*, *Ferruccio*, *Varese*, *Bausan*, arrivanti fino all'isola di Sant'Elena. Alla punta della Salute stavano pure ancorate numerose torpediniere.

Alle 10.45, S. M. il Re, accompagnato dal generale Brusati, in gondola di Corte, lasciò il palazzo reale per recarsi alla stazione ad attendere l'arrivo dell'Imperatore e dell'Imperatrice di Germania.

Il corteo delle gondole e delle bissone municipali lo seguiva; lo precedevano alcune barche battistrada.

Lungo tutto il Canal Grande si rinnovarono più calorose ancora le dimostrazioni di stamani.

S. M. il Re arrivò alle 11.15 alla stazione dove lo avevano preceduto l'on. ministro Tittoni e tutte le autorità.

In attesa del treno imperiale il Re si intrattenne a conversare con S. E. Tittoni ed il conte Grimani.

La tettoia principale della stazione era completamente sgombra; i treni ordinari arrivavano e partivano sui binari laterali. Lungo tutto il marciapiede, davanti al quale si doveva fermare il treno imperiale, erano disposte grandi palme ed altre piante ornamentali. In terra correva un lungo tappeto che arrivava alla porta di uscita e dall'alto pendevano bandiere italiane e tedesche. Un grande trofeo di bandiere stava pure al di sopra della porta di uscita che mette nella sala di aspetto la quale era riccamente addobbata con piante e fiori.

Alle 11.30, in perfetto orario, il treno imperiale entrò in stazione, mentre le musiche intuonavano l'inno tedesco.

Dal treno discesero prima l'Imperatore, poi l'Imperatrice, quindi il Principe Augusto Guglielmo e la Principessa Victoria Luisa.

L'Imperatore vestiva la divisa di ammiraglio della marina tedesca.

Il Re e l'Imperatore si abbracciarono due volte con estrema cordialità. Il Re baciò la mano all'Imperatrice ed alla Principessa, alle quali il sindaco conte Grimani offrì mazzi di fiori.

L'Imperatore e l'Imperatrice si intrattennero brevemente col conte e la contessa de Monts, la quale offrì all'Imperatrice un gran *bouquet* con nastro dai colori italiani e tedeschi, e con l'on. Tittoni e cogli altri presenti.

Quindi i Sovrani si avviarono verso l'uscita della stazione. Precedevano gli aiutanti del Re; veniva poscia il Re, che dava il braccio all'Imperatrice.

I Sovrani passarono in rivista la compagnia d'onore e poscia passarono dinanzi a un numeroso gruppo di tedeschi.

Alcune bambine vestite di bianco offrirono dei *bouquets* all'Imperatrice, la quale sorridendo le ringraziò e baciò. I *bouquets* erano tanti che il Re dovette aiutare l'Imperatrice a prenderne alcuni.

La colonia tedesca al passaggio dei Sovrani sventolava i fazzoletti e gridava il triplice *urrà*.

Traversato l'atrio della stazione i Sovrani uscirono sul Canale. La folla che gremiva le fondamenta e la gradinata di San Simeone li salutò con entusiastici applausi.

Il corteo reale era così formato: una prima gondola di Corte col generale Trombi e l'aiutante Cafiero; seguiva un'altra gondola colle LL. MM. l'Imperatore ed il Re; nella gondola successiva venivano l'Imperatrice, la Principessa Victoria ed il Principe Augusto, in un'altra gondola l'on. ministro Tittoni, il generale Brusati, il Principe Furstemberg, e il signor Von Rokowski. In altre gondole avevano preso posto gli alti personaggi dei seguiti. Il corteo era aperto dalle imbarcazioni della *Bucintoro* e della *Querini*. Le gondole reali erano fiancheggiate dalle otto bissone municipali.

Lungo il percorso, in ogni luogo dove aveva potuto occupare le Fondamenta delle rive, la folla era numerosissima, malgrado la pioggia, e gremiva finestre e balconi, sventolava i fazzoletti e salutava con acclamazioni i Sovrani. Di tanto in tanto le musiche degli istituti e collegi, che erano scaglionate lungo il Canale, intuonavano alternativamente gli inni italiano e tedesco.

Dinanzi alla Pescheria nuova era schierato il Convitto nazionale, che salutò i Sovrani con triplice *urrà*, mentre la musica suonava l'inno tedesco.

Sulla Fondamenta del Carbone, dinanzi al Municipio e al Campo dell'Accademia, altri istituti, altre musiche e altra folla rinnovava il saluto.

Quando il corteo si avvicinò allo sbocco del Canale, dagli alberghi, e specialmente dal Grand Hôtel, dall'Hôtel Bauer e dall'Hôtel Europa, partirono grida entusiastiche, e numerosi tedeschi ivi alloggiati sventolavano bandiere tedesche, fazzoletti e cappelli.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. il Re, mediante S. E. il ministro della Real Casa, generale Ponzio-Vaglia, ha partecipato al Comitato per un monumento in Brescia e un ricordo marmoreo in Maderno a Giuseppe Zanardelli, di voler concorrere con L. 5000 alla aperta sottoscrizione.

L'annunzio della elargizione Sovrana venne dato con una nobilissima lettera esaltante le virtù dell'illustre estinto.

S. M. la Regina Elena, S. A. R. la duchessa di Genova Madre e una sessantina di invitati, assistettero l'altra sera, al 75° concerto del quintetto di Corte, diretto dal maestro Sgambati e offerto nel suo palazzo da S. M. la Regina Margherita.

Il concerto riuscì splendidamente.

Smentita. — La legazione del Portogallo, a Roma, in seguito alla notizia allarmante pubblicata da un giornale spagnuolo circa la salute del re Manuel, ha ricevuto dal suo Governo un telegramma il quale annuncia che la salute del Re è eccellente e che già da parecchio tempo non vi è più traccia nè conseguenza della ferita riportata dal Re nell'attentato.

Il Congresso provinciale. — Nella seduta antimeridiana di ieri, il Congresso delle rappresentanze provinciali nazionali discusse il tema relativo alla compartecipazione delle Provincie alla tassa sui redditi mobiliari.

Il Congresso confermò i voti emessi a Napoli e da presentarsi al Governo, riservando lo studio del nuovo tributo provinciale e l'esonero delle industrie agricole ad un altro Congresso.

Nel pomeriggio i congressisti compierono l'annunziata gita a Tivoli.

Il Congresso pel lavoro. — Sotto la presidenza dell'on. Fortunati il Congresso degli industriali per la riforma della legge per gli infortuni sul lavoro ha proseguito ieri *in due sedute lo* svolgimento del suo complesso programma. Le discussioni furono lunghe e interessanti, concludendo con efficaci ordini del giorno che formeranno parte delle deliberazioni che il Congresso intende presentare per la riforma della legge.

Cortesie capitoline. — Iersera nei Musei del Campidoglio, sfarzosamente illuminati, ebbe luogo il ricevimento offerto, con pensiero squisitamente ospitale, ai componenti i Congressi degli industriali italiani e dei rappresentanti delle Provincie del Regno. Molte signore florivano la gentile riunione. Fecero gli onori di casa il sindaco Nathan e parecchi assessori e consiglieri.

Un lauto rinfresco venne servito ai numerosi invitati.

Gare dattilografiche. — Al Comitato ordinatore di queste gare internazionali pervengono giornalmente importanti e cospicui premi: Oltre a quelli già inviati dalle LL. MM. il Re e la Regina e da S. M. la Regina Madre, vi sono i premi offerti dalla Camera di commercio di Roma, una grande medaglia d'oro, due d'argento e L. 200; dal Ministero delle poste e telegrafi L. 300, dai Ministeri della pubblica istruzione, di agricoltura, della guerra, della marina, delle Camere di commercio di Alessandria e Modena, medaglie d'argento e di bronzo. La Cassa di risparmio di Roma ha elargito L. 300, alcuni rappresentanti di macchine da scrivere L. 1500, il municipio di Roma L. 250 e una medaglia d'oro, il cav. uff. Carpi, tesoriere del Comitato, un oggetto artistico, il conte Emilio Budan una medaglia d'oro, il giornale *Il Finanziere* una medaglia d'argento.

Per la verità. — L'*Agenzia Stefani* comunica in data di ieri: « Alcune pubblicazioni, riguardanti gli esperimenti che si stanno compiendo al poligono di Nettuno, tenderebbero a pronunciare fin d'ora un giudizio di confronto fra i materiali d'artiglieria da campagna di diverse case estere.

« Per la verità, è bene avvertire che ogni giudizio in proposito è prematuro; mentre le altre affermazioni di fatto in tali pubblicazioni contenute sono assolutamente inesatte ».

Pel centenario di Garibaldi. — Il Comitato generale ha fissata per venerdì 27 corrente, alle ore 17, un'adunanza che si terrà nella sala delle riunioni della Camera dei deputati, per trattare dei seguenti oggetti:

Rendiconto morale e finanziario e proposte della Commissione esecutiva; destinazione delle somme raccolte per la fondazione dell'Istituto di soccorso ai reduci e garibaldini, vecchi e bisognosi; destinazione dell'archivio; scioglimento del Comitato.

Per l'educazione fisica. — Il Comitato centrale dell'Istituto nazionale per la educazione fisica si è riunito l'altra sera sotto la presidenza dell'on. Lucchini. Erano presenti S. E. il sottosegretario di Stato Sanarelli, il senatore Roux, il comm. Cora, gli on. Brunialti, Lucca e Di Palma, il conte di Carpegna, il comm. Ravà, delegato del Ministero della pubblica istruzione, il comm. Pardo, i prof. Guerra e Michelangelo Jerace e il segretario generale cav. Luzzatto.

Si presero importanti deliberazioni, specialmente in ordine alla prima riunione, che avrà luogo in Roma dal 25 maggio al 2 giugno, prendendo atto di una nota Ministeriale aderente alla ultima risoluzione presa di tenere nella stessa epoca anche il concorso metodico di ginnastica educativa.

Servizi postali. — In seguito all'esito favorevole delle trattative fatte presso l'Amministrazione postale russa, il Ministero delle poste ha disposto che le lettere e le cartoline completamente affrancate, a destinazione della Cina, siano inoltrate per la via di Siberia, qualora ne sia fatta richiesta dal mittente, mediante apposita indicazione sull'indirizzo delle corrispondenze.

Commercio italo-egiziano. — L'esportazione italiana in Egitto è stata nel 1907 di lire egiziane 1,361,457 pari a lire italiane 34,161,000, contro a lire egiziane 1,210,221 pari a lire italiane 30,261,000 nel 1906, ciò che costituisce un aumento di lire italiane 3,900,000 a favore del 1907.

Senza essere straordinariamente rilevante questa somma di circa 4 milioni di franchi è degna di nota, se si considera che le condizioni economiche dell'Egitto furono tutt'altro che brillanti in seguito alla crisi che perdura.

Movimento commerciale. — Il 24 corrente furono caricati a Venezia 42 carri, di cui 9 di carbone pel commercio e 33 per l'amministrazione ferroviaria. Il carico presumibile di oggi è di 400 carri; a Savona 40; a Livorno 20.

Marina mercantile. — Il *Città di Torino*, della Veloce, ha transitato il 23 corr. da Gibilterra per Genova. — È giunto a Buenos Aires il *Virginia*, del Lloyd italiano. Vi è pure giunto il *Ravenna*, della Società Italia. — Il *Cordova*, del Lloyd italiano, ha proseguito da Las Palmas per Buenos Aires. — È giunto a New York il *Luisiana*, del Lloyd italiano.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

BERLINO, 24. — L'Imperatore e l'Imperatrice col Principe Augusto Guglielmo e colla Principessa Vittoria Luisa sono partiti per Venezia.

LONDRA, 24. — I giornali pubblicano il seguente dispaccio da Tangeri:

Una deputazione della tribù degli Angueras è venuta ad informare le autorità che la guarnigione spagnuola di Ceuta si prepara ad invadere il territorio marocchino.

Mohamed El Torres ha consigliato loro di agire con grande prudenza, ma di difendere, occorrendo, la frontiera.

PARIGI, 24. — Il Consiglio dei ministri che si è tenuto oggi all'Eliseo ha deciso che la traslazione della salma di Zola al Pantheon sia rinviata al 4 giugno in seguito al ritardo frapposto dal Parlamento all'approvazione dei crediti necessari.

BERLINO, 24. — I giornalisti resocontisti al Reichstag hanno tenuto un'assemblea nella quale hanno deciso di perseverare nella loro attitudine e di non riprendere il lavoro finchè non abbiano ottenuta completa soddisfazione.

BUDAPEST, 24. — *Camera dei deputati.* — Si esaurisce la discussione generale della proposta Nagy concernente le modificazioni del regolamento e si decide, con 168 voti contro 27, di passare alla discussione degli articoli, che sarà iniziata giovedì.

COSTANTINOPOLI, 24. — A Derna (Tripolitania) la notte dal 21 al 22 corrente, verso le ore 3 ant., il missionario padre Giustino fu rinvenuto cadavere nella propria camera, colpito da otto pugnalate, una delle quali gli aveva quasi troncato il capo.

Accanto al letto fu trovata una rivoltella mancante di due colpi; una palla aveva forato la finestra.

Nella stanza e nella terrazza attigua vi erano traccie di sangue. I cassetti e gli armadi erano intatti.

Non si ha alcuna traccia degli assassini, nè alcun indizio sullo scopo del misfatto.

L'autorità locale ha fatto subito aprire un'inchiesta.

L'ambasciata d'Italia ha fatto immediate pratiche presso la Porta perchè l'inchiesta sia fatta con tutta diligenza e severità e perchè si ricerchino attivamente e si puniscano gli assassini.

Il missionario ucciso, padre Giustino, è Paolino Pacini, della provincia di Lucca.

COSTANTINOPOLI, 24. — *Ufficiale.* — Le notizie tendenziose pubblicate ultimamente circa la salute del Sultano sono assolutamente infondate.

Il Sultano continua a godere perfetta salute.

BERLINO, 24. — *Reichstag.* — Continua la discussione del bilancio della cancelleria dell'Impero. Nella tribuna imperiale si nota il principe ereditario.

Al banco dei ministri siedono il cancelliere dell'Impero principe di Bulow ed i ministri Bethmann, Holweg, Schoen, Dernburg, Kraetke e Sydow.

Il cancelliere dell'Impero prende la parola. Egli comincia a parlare dell'unione interparlamentare per la pace che si deve riunire a Berlino nell'ottobre prossimo. Il cancelliere dice che coopererà volentieri al ricevimento dei delegati che cercano di portare la concordia fra i popoli (Applausi).

Passando a parlare dell'affare del Marocco, il cancelliere dell'Impero dice che gli oratori che hanno parlato ieri ed oggi hanno accennato ad una situazione poco soddisfacente al Marocco. Egli si felicita che la discussione si sia svolta con calma e serietà sebbene sia stato emesso qualche dubbio sull'azione della Francia, se questa azione cioè sia conforme allo spirito dell'Atto di Algesiras.

È vero che la Germania si deve occupare perchè l'uguaglianza di trattamento economico non sia menomata e che non siano misconosciuti i suoi interessi economici al Marocco, ma d'altra parte non bisogna pur disconoscere che l'applicazione dell'Atto di Algesiras è ostacolata dai disordini manifestatisi al Marocco e specialmente per la competizione per il Trono. Il Governo francese non può rimproverarci che noi, disconoscendo questa situazione, interpretiamo l'Atto di Algesiras in modo gretto e meschino. Non faremo ciò neppure in avvenire, ma attendiamo che anche la Francia da parte sua riconosca ed osservi l'Atto di Algesiras in modo pacifico ed amichevole.

L'oratore soggiunge che non crede oggi necessario diffondersi più lungamente sulla politica della Germania al Marocco e sulle relazioni della Germania colla Francia, poichè si è espresso già diffusamente su questo proposito parecchie volte.

Il cancelliere dell'Impero parlando della questione macedone dice che la situazione in Macedonia è stata rappresentata come un incendio che le autorità del paese e le grandi Potenze si sforzano invano di spegnere e senza risultato perchè dal di fuori sempre nuova esca è gittata nel fuoco.

Dopo esaminate le cause di tale stato di cose, Bulow dice che la Germania se non lo è direttamente è però assai lealmente interessata al mantenimento dello statu quo come qualsiasi altra grande potenza. La base dell'azione internazionale è il trattato di Berlino. Abbiamo accolto simpaticamente il progetto dell'Austria-Ungheria per il prolungamento della ferrovia della Bosnia fino a Mitrovitza perchè la nostra alleata faceva unicamente uso del diritto che le era accordato dal trattato internazionale.

In questa questione non abbiamo da imporre nè il nostro consiglio nè il nostro appoggio all'Austria-Ungheria nè abbiamo ricevuto sollecitazioni dall'Austria-Ungheria.

Risulta dal principio del mantenimento dello *statu quo* che gli sforzi della Germania sono diretti da una parte alla conservazione dell'unione fra le potenze e dall'altra parte ad ottenere l'assenso della Porta alle domande delle potenze.

Non si deve attendere che tutti accolgano con entusiasmo le proposte che non consideriamo come efficaci o che consideriamo anche come pericolose. Fra queste ultime mettiamo quelle innovazioni che metterebbero in pericolo la sovranità del Sultano ed ecciterebbero con ciò la Turchia e la popolazione musulmana ad una resistenza estrema (Approvazioni).

Bulow considera anche più intollerabile che a causa dei *vilayet* dilaniati da litigi violenti le potenze possono cadere in disaccordo e che si possa accendere una violenta guerra. (Verissimo). L'oratore crede che questo parere prevalga presso tutti i Gabinetti ed è perciò che egli spera che il concerto europeo continuerà ad esistere.

Circa la lettera diretta dall'Imperatore Guglielmo a lord Tweedmouth, il cancelliere dell'Impero dice che per motivi di discrezione non è in grado di dare lettura del testo di quella lettera ed è dispiacente assai di non poterlo fare. Quella lettera potrebbe essere firmata da ciascuno di noi e da ogni amico sincero delle buone relazioni fra l'Inghilterra e la Germania.

Bulow continua dicendo che la lettera dell'Imperatore sia per la forma, sia per il contenuto era una lettera privata. La lettera di un Sovrano perchè tratta di questioni politiche non è per questo un atto di Governo (Voci: Verissimo!). Si tratta in questo caso di un diritto di azione reclamato da tutti i Sovrani e che non si ha alcun diritto di menomare per il nostro Imperatore.

È una snaturazione che nulla giustifica quella di pretendere che la lettera dell'Imperatore sia un tentativo di influenzare in senso tedesco il ministro responsabile del bilancio della marina inglese o costituisca una ingerenza negli affari interni del Regno della Gran Brettagna.

L'Imperatore di Germania, aggiunge Bülow, è l'ultimo a credere che il patriottismo di un ministro inglese potrebbe tollerare di accettare consigli dall'estero per la compilazione del bilancio della marina inglese. Ciò che è vero per gli uomini di Stato inglese è vero pure per quelli di ogni paese.

Bülow entra quindi a parlare della flotta tedesca, il cui scopo, egli dice, è difensivo e mira alla protezione delle coste e del commercio (Approvazioni). Desideriamo di vivere in pace e tranquillità coll'Inghilterra. Ecco perchè siamo dolorosamente colpiti se una parte della stampa inglese parla nuovamente di pericolo tedesco sebbene la flotta inglese sia parecchie volte superiore alla nostra flotta.

Il segretario di Stato per gli affari esteri Schoen succede al cancelliere dell'Impero.

Schoen si dichiara lieto di poter subito affermare che le relazioni della Germania colla Francia relativamente alla questione del Marocco si sono svolte in modo assolutamente normale ed amichevole. Ciò si è dimostrato ogni qualvolta quelle relazioni sono state oggetto di discussione diplomatiche a Berlino e a Parigi. (Applausi).

La politica attuale del Governo francese al Marocco è lontanissima dal considerare il Marocco come il pernio di un movimento ostile come avvenne tre anni fa. La Germania si tiene imperturbabilmente ferma all'Atto di Algeciras che è la base della sua attitudine di fronte agli affari del Marocco.

L'oratore riconosce che finora non si è potuta constatare una manifesta violazione da parte della Francia e che il Governo francese ha smentito immediatamente la voce sparsa da un giornale circa la denunzia dell'Atto di Algesiras e che il Governo francese ha dichiarato al Parlamento che non vuole affatto una politica di conquista al Marocco nè il protettorato ed ha soltanto in mira il ristabilimento dell'ordine e della tranquillità e che si tiene correttamente nei limiti dell'Atto di Algesiras.

L'ambasciatore di Francia a Berlino, Cambon, ha fatto le stesse dichiarazioni. Il Governo tedesco deve credere a queste dichiarazioni della Repubblica francese ed alla sua sincerità e non può mettere affatto in dubbio la lealtà della Francia.

Scholn continua:

Per giudicare gli avvenimenti del Marocco bisogna considerare che l'atto di Algesiras regola in modo internazionale un campo determinato, ma accanto ad esso rimane ancora spazio per azioni indipendenti. Coll'atto di Algesiras le potenze che lo firmarono non abbandonarono affatto il diritto d'intervento in caso di flagrante violazione dei loro diritti od interessi particolari.

Naturalmente in generale si deve tenere conto del principio dell'indipendenza e delle integrità del Marocco e dell'uguaglianza di trattamento economico per tutte le nazioni. Finchè tali principî saranno mantenuti la Germania non ha alcuna ragione di protestare contro l'azione che la Francia ha iniziato sotto la sua responsabilità.

Non si può dissimulare che nelle attuali circostanze di disordine al Marocco il commercio tedesco debba considerevolmente soffrire e ciò è tanto più deplorevole in quanto che in circostanze tranquille il commercio tedesco al Marocco è suscettibile ancora di aumento.

La Francia ha tuttavia parecchie volte assicurato che ulteriori danni al commercio tedesco si eviteranno in quanto sarà possibile fino a che i diritti e gli interessi tedeschi non sono lesi, non dobbiamo complicare ancor più con un'azione unilaterale la situazione, certamente non facile a disbrigarsi, del Marocco.

Il *Libro bianco*, che sarà pubblicato prossimamente, darà spiegazioni su certi dettagli della questione marocchina e da esso si acquisterà la convinzione che il Governo nulla ha trascurato nella presente anormale situazione per sostenere gli interessi della Germania al Marocco.

Schaen tratta poscia dell'accordo anglo-russo circa la Persia. Dichiara che la Germania non ha interessi nè politici, nè economici al Tibet e soltanto interessi economici in Persia.

Attesochè i contraenti riconobbero espressamente il principio della porta aperta la Germania non ha alcuna ragione di temere di questo accordo.

Circa la ferrovia di Bagdad il ministro rileva che il Governo tedesco non ha alcun secondo fine nè scopi politici, ma cerca di introdurre la civiltà in paesi che lo meritano.

Circa la questione del Mar del Nord del Baltico, Schoen dice di non poter fare dichiarazioni, perchè le trattative in proposito sono in corso. Scopo dell'accordo sarà unicamente il riconoscimento o la garanzia dello *stato quo* nei territori rivieraschi dei mari del Nord e Baltico. La Germania spera così di eliminare ogni differenza, di dare con ciò nuova prova della sua politica pacifica, e che non mira affatto a qualsiasi estensione territoriale, e di rendere così un nuovo servizio alla causa della pace. Conferma che non si tratta di fare del Baltico un mare chiuso.

Rispondendo ad una interrogazione circa la situazione costituzionale della Alsazia e Lorena, il cancelliere dichiara che la situazione costituzionale dell'Alsazia e Lorena deve svolgersi nel senso di un ravvicinamento alla costituzione di Stato confederato. Ha impegnato su questo argomento una discussione coi singoli Governi e spera che questi negoziati riusciranno ad appagare il voto delle popolazioni dell'Alsazia e Lorena. Le difficoltà costituzionali che si oppongono ad una soluzione soddisfacente della questione e che furono da lui più volte esposte, spiegano perchè non si potè ancora prendere una decisione definitiva.»

CANNES, 24. — Il duca di Devonshire, arrivato sabato scorso, è morto stamane alle ore 3 in seguito ad una polmonite, si crede contratta in viaggio.

La duchessa ed il suo seguito partiranno domattina col treno delle 3.36 per Londra. Il feretro partirà col treno successivo.

PIETROBURGO, 24. — I giornali della sera annunciano che il ministro della marina Dekow ha dato ieri le sue dimissioni, che sono state accettate.

È probabile la nomina a ministro della marina di Roukeloff, membro del Consiglio dell'Impero, sebbene si dice che incontri una forte opposizione nei circoli di Corte che vorrebbero che l'ammiraglio Alexejeff occupasse questa carica.

La questione sarà risolta domani.

VIENNA, 24. — *Commissione del bilancio della Camera dei deputati.* — Si continua la discussione del bilancio dell'istruzione.

Parecchi oratori rilevano che non si deve entrare nel merito dell'affare Wahrmund finchè esso sia di competenza dei tribunali.

Il ministro dell'istruzione Marchet dichiara, come fu già ufficialmente constatato, che nessuna ingerenza inammissibile da parte di un alto funzionario diplomatico vi fu nell'affare Wahrmund.

Dichiara che Wahrmund è professore di diritto canonico nella Facoltà giuridica di Innsbruck, ma non nella Facoltà teologica.

Il ministro si rimette alle sue dichiarazioni circa la garanzia data dalle leggi fondamentali alla libertà della scienza che ha pieno valore anche pei professori di diritto canonico, come per ogni professore laico. Considerando ciò, la risposta alla domanda, se un professore debba essere collocato a riposo per avere usato del suo diritto di libera indagine scientifica non può essere che negativa.

Il ministro crede di trovarsi d'accordo colla maggioranza della Commissione, specialmente col relatore che dichiarò ieri che può farsi solo questione se Wahrmund sia colpevole pel suo opuscolo sequestrato dal tribunale.

Il ministro non può dare un giudizio in proposito ma, senza voler pregiudicare questo affare, dichiara che la libera indagine scientifica deve estendersi anche sul terreno religioso, ma rispettando sempre i sentimenti religiosi

Riguardo alle vessazioni contro gli studenti cattolici, il ministro dichiara che cercherà sempre, d'accordo colle autorità universitarie, di fare valere il principio dell'assoluta uguaglianza di tutti gli studenti, senza distinzione di nazionalità o di confessione, attitudine questa che osservò anche nel caso dell'Università di Graz.

LONDRA, 24. — *Camera dei comuni.* — Un deputato liberale presenta una interrogazione per sapere se esista fra l'Inghilterra ed una potenza estera un accordo qualsiasi che impone l'obbligo al Governo di mantenere forze navali o militari nel Regno ovvero una frazione di queste forze ad un determinato effettivo.

Sir E. Grey risponde negativamente.

MADRID, 24. — *Senato.* — Il ministro degli affari esteri, rispondendo alla interpellanza dell'ex-ministro Sanchez Roman, dichiara che il Governo nulla sa ufficialmente circa il preteso mutamento di indirizzo che il Governo francese avrebbe apportato alla sua politica marocchina, mutamento che, egli dice, esiste soltanto nella immaginazione di coloro che hanno interesse a supporlo.

D'altronde, aggiunge il ministro, se questo è un apprezzamento extra-ufficiale, tutti gli indizi dimostrano che la Francia si atterrà strettamente all'atto di Algesiras.

PIETROBURGO, 24. — Il Senato ha respinto il ricorso in cassazione dei membri della prima Duma accusati di aver firmato il manifesto di Viborg.

PARIGI, 24. — *Camera dei deputati.* — Si discute il progetto di legge per l'imposta sul reddito.

A proposito dell'art. 18 che colpisce d'imposta le rendite francese ed estere, Carlo Dumont dice di credere che sia legittima l'imposizione di una tassa sulle rendite estere, ma invita la Camera a rispettare la lunga immunità della rendita francese della quale sarebbe opportuno favorire la lotta contro i fondi stranieri.

Il ministro delle finanze Caillaux risponde che lo Stato non può prendere di fronte ai portatori di rendita l'impegno di esonerarla da imposta. Simile impegno che alienerebbe la libertà della nazione non avrebbe alcun valore.

Massabuau raccomanda pure di esonerare da imposta la rendita francese; s'imporrebbero maggiormente i valori esteri.

Pelletan difende vivamente l'imposizione sulla rendita francese; sarebbe uno scandalo esonerarla (Movimenti su tutti i banchi).

Il seguito della discussione è rinviato alla prossima seduta.

La seduta viene quindi tolta.

LONDRA, 24. — Alla Camera dei Comuni il cancelliere dello Scacchiere, Asquith, a nome del Governo e sir. J. Balfour, a nome dell'Opposizione hanno salutato la memoria del duca di Devonshire.

Alla Camera dei lordi, lord Ripon. Il marchese di Lansdowne e lord Rosebery hanno parlato nello stesso senso. La Camera dei lordi ha tolto la seduta in segno di lutto.

BERLINO, 24. — In seguito alle scuse presentate da Groeber, alla fine della seduta odierna del Reichstag, i giornalisti resocontisti hanno deciso di riprendere giovedì il loro lavoro alla tribuna.

BERLINO, 24. — La dichiarazione approvata dei resocontisti del Reichstag è così concepita:

« I giornalisti addetti al servizio del Reichstag prendono cognizione delle scuse fatte dal deputato Groeber sotto la pressione dei partiti del Reichstag e riconoscono che con questa pressione il Reichstag si è sforzato di riparare all'errore di uno dei suoi membri.

« Per riguardo agli interessi al paese e del Parlamento riprenderanno il loro lavoro posdomani ».

Groeber nella sua dichiarazione di oggi al Reichstag, ha detto: « Il resoconto stenografico ufficiale non corretto della seduta del 19 corrente rileva durante il discorso di Erzberger « Interruzioni da parte della tribuna della stampa ». Le risa nella tribuna dei giornalisti erano così sonore che con altri colleghi ebbi l'impressione che si intendesse porre in ridicolo il discorso di Erzberger. Io stesso il 16 marzo fui turbato da interruzioni da parte della tribuna della stampa. Se, ricordandomi quella circostanza e stante la seria questione trattata da Erzberger, io espressi la mia indignazione con parole non parlamentari, ne chiedo scusa (Applausi).

PIETROBURGO, 24. — *Duma.* — Si discute il progetto per la elevazione ad Ambasciata della Legazione a Tokio.

Il ministro degli esteri, Iswolski, fa notare che la trasformazione della Legazione russa a Tokio in ambasciata non è dovuta ad alcuna specie di impegno conosciuto o segreto, ma è conseguenza di un'analoga misura presa del Giappone.

Questa trasformazione è divenuta necessaria avendo le altre potenze adottato la stessa misura. La Russia non è divenuta fortunatamente, una potenza di secondo ordine. Essa non ha nell'estremo Oriente interessi inferiori a quelli della Francia e dell'Inghilterra le quali hanno a Tokio, non delle Legazioni, ma delle Ambasciate. Naturalmente non l'aumento dello stipendio, nè i ricami più ricchi all'uniforme, ingrandiranno i servizi resi all'ambasciatore, ma bensì le sue qualità personali. Così si designerà per questa carica una personalità scelta colla massima cura.

Riguardo alla pubblicazione dei documenti che proverebbero che i rappresentanti diplomatici non sono responsabili delle inesattezze commesse nella valutazione delle forze navali e terrestri del Giappone, il ministro Isvolski dichiara che questa pubblicazione non si farà. Rimarrà riservata agli storici dell'avvenire. Nel dominio affidato alle sue cure il ministro degli esteri non deve guardare indietro, ma avanti (Applausi). I suoi sforzi debbono mirare non ha scrutare la profondità delle vecchie ferite, ma a rendere allo Stato la pienezza delle sue forze (Applausi).

Isvolski continua dicendo che le conseguenze del trattato di Portsmouth che sembrano più penose sono certamente il diritto accordato al Giappone di pescare nelle acque russe. Tuttavia anche prima della conclusione del trattato i giapponesi esercitavano la pesca nelle acque russe. La convenzione concede solamente il godimento del diritto di pesca; in cambio protegge la pesca russa contro la distruzione criminosa del pesce. Protegge parimente i diritti e gli interessi dei coloni russi e quelli degli indigeni; garantisce che l'accesso al Giappone dei prodotti della pesca russa sarà aperto nella più larga misura. Il trattato - aggiunge Isvolski - non ci lascia senza difesa contro l'affluenza delle merci giapponesi; queste merci, che d'altronde non sono importate che nel distretto dell'Amur e sul litorale, non ottennero tariffe di favore, e così noi conserviamo il diritto di colpirle con dazi doganali a nostro agio se i prodotti della Manciuria saranno colpiti da dazi eguali.

Finalmente vi è un punto essenzialmente importante per noi ed è che, avendo concluso col Giappone l'accordo, siamo garantiti contro il pericolo di una collisione fra diritti e interessi giapponesi in Manciuria

Il ministro Isvolski aggiunge che il trattato col Giappone ha favorito in modo evidente il libero uso dei diritti sanciti da convenzioni che la Russia possiede nella Manciuria settentrionale.

Il ministro dice di poter dichiarare che nella pratica ciò che desiderava la Russia si è già realizzato, attesochè il Giappone si è mostrato di una lealtà assoluta ogni volta che se ne è presentata l'occasione. D'altra parte questa potenza si astiene da tutto quanto potrebbe nuocere ai diritti interessi della Russia nella Manciuria settentrionale Ma, naturalmente, nè la potenza del Ministero degli esteri, nè quella della diplomazia potrebbero ricondurre la Russia al livello in cui essa si trovava nell'Estremo Oriente.

Il ministro aggiunge che ciò potrà essere il frutto di un lavoro incessante da parte di tutta la nazione, e sarà l'opera della riforma generale dello Statuto. (Applausi).

Il ministro dice che l'ufficio della diplomazia non consiste che nel preparare questa riforma per mezzo di condizioni che siano le più vantaggiose possibili dal punto di vista internazionale.

Il ministro conclude dicendo: « Tutte le mie forze mirano a questo scopo. Mi sembra che, malgrado la situazione particolarmente difficile creata dall'ultima guerra, si siano ottenute molte cose. Senza dubbio, se io mi sono reso colpevole di un ottimismo

esagerato, non è in ogni caso un ottimismo che faccia sperare successi straordinari, ma un ottimismo che spera un successo, ottimismo senza il quale qualsiasi lavoro è impossibile » (Salve di applausi su tutti i banchi).

MADRID, 25. — *Senato* (*Continuazione*). — Il ministro degli esteri soggiunge che la Francia e la Spagna, per forza delle circostanze, senza allontanarsi dalla sostanza della loro missione al Marocco, deviarono da essa soltanto un po', in modo accidentale.

Tutti i ministri furono costantemente d'accordo nelle decisioni prese.

L'occupazione di Mar Chica e di Cabo del Agua da parte della Spagna fu effettuata in virtù di un diritto che non potrà essere messo in dubbio e coll'unico scopo di assicurare l'ordine e sicurezza dei territori spagnuoli.

Nessuno può credere che mediante questa misura la Spagna abbia violato l'Atto di Algesiras.

Il ministro conclude dicendo che la politica del Governo è assolutamente chiara. Niente fu nascosto al paese.

Sanchez Roman rileva la dichiarazione in cui il ministro riconosce il fatto che la Francia e la Spagna deviarono accidentalmente dalla loro missione senza allontanarsi dalla sostanza di essa.

La seduta è quindi tolta.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 24 marzo 1908

Il barometro è ridotto allo zero	0°
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	753.86.
Umidità relativa a mezzodì	34.
Vento a mezzodì	E.
Stato del cielo a mezzodì	sereno.
Termometro centigrado	massimo 15.2. minimo 5.8.
Pioggia in 24 ore	mm. 1.0.

24 marzo 1908.

In Europa: pressione massima di 772 ad Est del Baltico, minima di 742 sull'Islanda.

In Italia nelle 24 ore: barometro ovunque aumentato fino a 5 mm. in val Padana; temperatura irregolarmente variata; pioggiarelle sparse al sud ed isole.

Barometro: minimo a 756 all'est-Sicilia e penisola Salentina; 763 lungo la catena alpina.

Probabilità: venti deboli o moderati settentrionali; cielo sereno sul versante tirrenico, alquanto nuvoloso altrove; mare alquanto agitato lungo le coste meridionali.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 24 marzo 1908

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore	
Porto Maurizio ...	1/4 coperto	mosso	16 8	8 5
Genova	sereno	calmo	15 1	9 9
Spezia	sereno	calmo	16 4	8 0
Cuneo	1/2 coperto	—	14 8	3 8
Torino	coperto	—	12 0	4 5
Alessandria	1/2 coperto	—	11 6	3 8
Novara	3/4 coperto	—	13 1	4 3
Domodossola	3/4 coperto	—	15 4	— 0 3
Pavia	3/4 coperto	—	15 3	5 4
Milano	3/4 coperto	—	13 7	5 6
Como	3/4 coperto	—	13 1	6 8
Sondrio	1/4 coperto	—	13 3	4 0
Bergamo	coperto	—	10 8	4 3
Brescia	coperto	—	13 0	6 5
Cremona	coperto	—	13 7	6 2
Mantova	3/4 coperto	—	11 6	5 5
Verona	coperto	—	12 5	6 4
Belluno	coperto	—	12 1	1 5
Udine	1/4 coperto	—	11 2	2 7
Treviso	3/4 coperto	—	12 8	5 7
Venezia	coperto	calmo	10 2	5 6
Padova	coperto	—	10 5	5 8
Rovigo	coperto	—	7 5	3 0
Piacenza	coperto	—	13 8	5 3
Parma	coperto	—	13 7	4 3
Reggio Emilia	coperto	—	13 2	3 0
Modena	coperto	—	12 1	4 4
Ferrara	coperto	—	12 2	5 0
Bologna	coperto	—	11 7	4 9
Ravenna	sereno	—	10 2	0 3
Forlì	1/4 coperto	—	12 0	3 2
Pesaro	1/4 coperto	calmo	11 9	2 0
Ancona	3/4 coperto	mosso	11 8	4 0
Urbino	1/4 coperto	—	7 3	1 3
Macerata	3/4 coperto	—	11 7	1 8
Ascoli Piceno	coperto	—	14 0	4 8
Perugia	3/4 coperto	—	12 6	1 4
Camerino	coperto	—	8 8	0 3
Lucca	1/2 coperto	—	16 7	4 7
Pisa	sereno	—	17 6	5 5
Livorno	sereno	legg. mosso	16 4	6 4
Firenze	sereno	—	15 3	6 5
Arezzo	sereno	—	14 6	4 4
Siena	sereno	—	14 1	3 9
Grosseto	—	—	—	—
Roma	sereno	—	16 5	5 8
Teramo	coperto	—	13 3	4 5
Chieti	coperto	—	10 4	3 5
Aquila	coperto	—	13 7	2 6
Agnone	3/4 coperto	—	10 3	0 1
Foggia	coperto	—	14 3	4 0
Bari	coperto	agitato	14 2	7 0
Lecce	coperto	—	14 0	6 7
Caserta	1/2 coperto	—	16 2	7 9
Napoli	3/4 coperto	legg. mosso	14 9	7 2
Benevento	3/4 coperto	—	14 8	4 0
Avellino	1/4 coperto	—	12 0	4 8
Caggiano	3/4 coperto	—	8 9	2 0
Potenza	nebbioso	—	8 0	1 1
Cosenza	sereno	—	13 5	4 0
Tiriolo	sereno	—	8 2	2 0
Reggio Calabria ..	sereno	calmo	17 0	9 0
Trapani	coperto	legg. mosso	17 5	10 8
Palermo	coperto	legg. mosso	15 7	9 0
Porto Empedocle ..	1/2 coperto	mosso	15 0	10 0
Caltanissetta	sereno	—	11 2	5 8
Messina	sereno	calmo	17 3	9 0
Catania	1/2 coperto	agitato	13 4	8 4
Siracusa	1/2 coperto	agitato	15 5	8 2
Cagliari	3/4 coperto	legg. mosso	13 0	7 1
Sassari	1/2 coperto	—	13 8	7 0

Direttore G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *gerente responsabile*.